



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire

Diane C. Thompson
Conseillère principale en normes, Standards Alliance

Du 9 au 11 janvier 2017
Abidjan, Côte d'Ivoire

Programme - 9 janvier

- Introduction
- Vue d'ensemble des plans d'action
- Tâche n°1 : Amélioration des Points d'information et l'Autorité de notification
 - Examen de la dotation en personnel
 - Débat de renforcement des capacités
 - Documents de référence
 - Modalités de fonctionnement
 - Systèmes de notification électronique
- Tâche n°2 : Communication avec les parties prenantes
 - Comités consultatifs nationaux
- Tâche n°3 : Promotion des Points d'information
- Discussion sur les besoins en formation pour les jours 2 et 3



Programme - 10 et 11 janvier

- Formation sur site
 - 10 janvier pour les SPS
 - 11 janvier pour les OTC
- Autres activités et conclusion



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

3

Standards Alliance

- Entité des États-Unis pour soutenir les pays en développement dans la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de l'Accord OTC de l'OMC
- Partenariat entre l'American National Standards Institute (ANSI) et l'Agence américaine pour le développement international (USAID)
- Modèle public-privé, tirant parti de l'accès à l'expertise dans le secteur privé des États-Unis et des organismes gouvernementaux
- Axé sur la demande et axé sur les résultats, se concentrant sur l'engagement stratégique pluriannuel
 - 2013-2018



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

4

Accords SPS et OTC de l'OMC

Accord SPS

- Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS)
- Les activités relatives aux SPS dans le cadre de l'OMC se déroulent au sein du Comité sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (Comité SPS)
 - ouvert à tous les membres de l'OMC

Accord OTC

- Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les *Obstacles techniques au commerce* (Accord OTC)
- Les activités relatives aux OTC dans le cadre de l'OMC se déroulent au sein du Comité sur les Obstacles techniques au Commerce (Comité OTC)
 - ouvert à tous les membres de l'OMC



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

5

Accord SPS de l'OMC

L'Accord SPS établit les règles de base relatives à la sécurité sanitaire des aliments et aux exigences phytosanitaires



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

6

Accord SPS de l'OMC

L'objectif principal de l'Accord SPS est de maintenir le droit souverain de tout gouvernement à fournir le niveau de protection sanitaire qu'il juge approprié

mais . . .

pour veiller à ce que ces droits ne soient pas utilisés à des fins protectionnistes et n'entraînent pas d'obstacles inutiles au commerce international



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
- du 9 au 11 janvier 2017

7

Les mesures sanitaires ou phytosanitaires comprennent :

- Les lois, décrets, réglementations, prescriptions et procédures pertinents, critères relatifs au produit final
- Les procédés et méthodes de production
- Les procédures d'essai, d'inspection, de certification et d'homologation
- Les régimes de quarantaine, y compris les prescriptions pertinentes liées au transport d'animaux ou de végétaux ou aux matières nécessaires à leur survie pendant le transport
- Les dispositions relatives aux méthodes statistiques, procédures d'échantillonnage et méthodes d'évaluation des risques pertinentes
- Les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage directement liées à l'innocuité des produits alimentaires

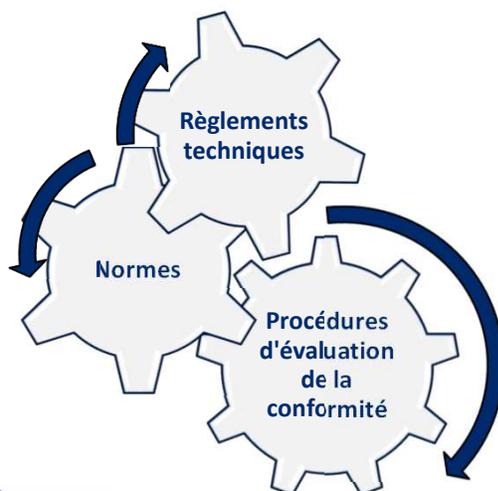


Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
- du 9 au 11 janvier 2017

- Accord SPS, Annexe A

8

Accord OTC de l'OMC



L'objectif premier de l'Accord OTC est de garantir que les règlements techniques ne créent pas d'obstacles inutiles au commerce.

Règlement technique

« Document qui énonce les caractéristiques d'un produit ou les procédés et méthodes de production s'y rapportant, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont **le respect est obligatoire**. Il peut aussi traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un procédé ou une méthode de production donnés. »

Norme

« Document approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques pour des produits ou des procédés et des méthodes de production connexes, dont **le respect n'est pas obligatoire**. Il peut aussi traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un procédé ou une méthode de production donnés. »



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

Accord TBT, Annexe 1

11

Procédures d'évaluation de la conformité

« Toute procédure utilisée, directement ou indirectement, pour déterminer que les prescriptions pertinentes des règlements techniques ou des normes sont respectées. »



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

Accord TBT, Annexe 1

12

Les Membres de l'OMC ont le droit de publier des règlements techniques avec une justification acceptable

OTC Article 2.2

« les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser **un objectif légitime** »

- la sécurité nationale
- la prévention de pratiques de nature à induire en erreur
- la protection de la santé ou de la sécurité des personnes
- la protection de la vie ou de la santé des animaux, la préservation des végétaux
- la protection de l'environnement



Accord SPS : Droits et obligations fondamentaux

- Les Membres ont le droit de prendre les mesures SPS qui sont nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux
- Les mesures SPS devraient être fondées sur des principes scientifiques
- Les mesures SPS ne devraient pas discriminer arbitrairement ou injustement entre les pays où des conditions identiques ou similaires prévalent
- Les Membres peuvent utiliser des mesures qui donnent lieu à des normes plus élevées s'il existe une justification scientifique



Qu'est-ce que la transparence ?

« Mesure dans laquelle les politiques et pratiques commerciales, ainsi que le processus qui conduit à leur mise en place, sont **ouverts et prévisibles** »

- Glossaire de l'OMC



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

15

“... **la transparence** est un pilier fondamental de la mise en œuvre de l'Accord OTC...”

- Cinquième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce au titre de l'article 15.4; G/TBT/26 du 13 novembre 2009



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

16

Comment répondre aux exigences de transparence des accords SPS et OTC ?

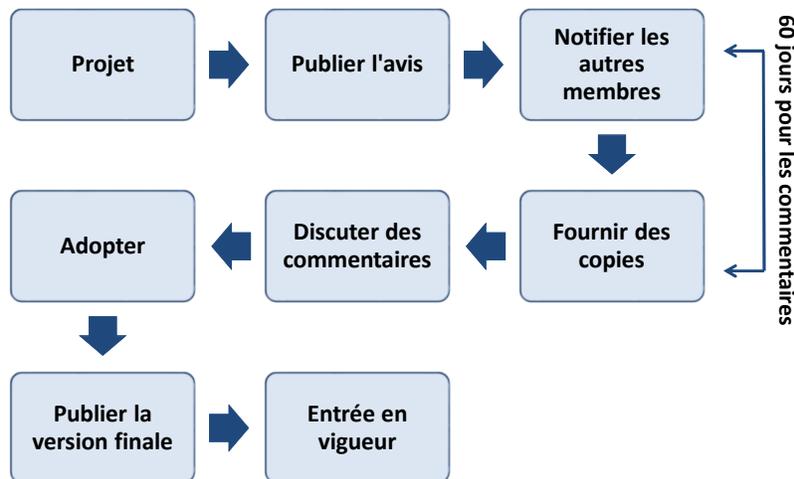
- **Publier des avis** sur les projets de règlements techniques **à un stade précoce**
- Créer une **Autorité de notification**
- **Notifier** les autres membres de l'OMC de règlements techniques nouveaux ou révisés
- **Fournir des copies** des projets de règlement
- **Permettre les commentaires** des autres Membres de l'OMC et les prendre en compte lors de la finalisation des projets de règlement



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

17

Durée



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

18

Exigences relatives à l'Autorité de notification

OTC Article 10.10

« Les Membres désigneront **une seule autorité du gouvernement central** qui sera responsable de la mise en oeuvre à l'échelon national des dispositions relatives aux procédures de notification prévues par le présent accord, à l'exception de celles qui figurent à l'Annexe 3. »

SPS Annexe B Article 10

« Les Membres désigneront **une seule autorité du gouvernement central** qui sera responsable de la mise en oeuvre, à l'échelon national, des dispositions relatives aux procédures de notification, conformément aux paragraphes 5, 6, 7 et 8 de la présente annexe. »



Responsabilités de l'autorité de notification

- Surveiller les règlements techniques proposés et adoptés et les exigences d'évaluation de la conformité
- Déterminer si un effet significatif sur le commerce est perçu
- Notifier, en identifiant
 - les produits concernés
 - l'objectif
 - la justification
 - etc.



Qu'est-ce qu'une notification?

« Une **obligation de transparence** exigeant des gouvernements Membres qu'ils déclarent les mesures commerciales qu'ils prennent à l'organe pertinent de l'OMC si ces mesures sont susceptibles d'affecter d'autres Membres »

- Glossaire de l'OMC

Qu'est-ce qu'une notification ?

- Résumé d'une à 2 pages
- Permet aux membres de l'OMC d'examiner et de commenter
 - [Un exemple de notification OTC](#)
 - [Un exemple de notification SPS](#)

Commerce mondial



Plus de 80 % du commerce mondial de produits est affecté par les normes et les règlements techniques qui intègrent les normes

Source: Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE),
Réforme de la réglementation et normalisation internationale, TD/TC/WP (98) 36, Janvier 1999



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

23

Pour être en mesure de vendre leurs produits sur les marchés étrangers, les exportateurs doivent avoir :

Des informations à jour et complètes sur les exigences auxquelles doivent satisfaire leurs produits, y compris :

- les normes
 - ex. qualité, compatibilité, procédés, performances, méthodes de test
- les règlements techniques
 - ex. sécurité, santé, protection de l'environnement, emballage et étiquetage
- le test
- l'inspection
- la certification
 - ex. les produits, les systèmes



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

24

Un manque d'information peut être en soi un
obstacle au commerce



Le Problème

Il est parfois difficile pour les entreprises d'obtenir des informations actualisées et complètes sur les exigences auxquelles leurs produits doivent satisfaire

La Solution

Compte tenu de ce problème, les Accords SPS et OTC exigent la création et l'exploitation d'un **Point d'information**

Exigences pour un point d'information

OTC Article 10.1

« Chaque Membre fera en sorte qu'il existe un point d'information qui soit en mesure de répondre à toutes les demandes raisonnables de renseignements émanant d'autres Membres et de parties intéressées dans d'autres Membres . . . »

SPS Annexe B Article 3

« Chaque Membre fera en sorte qu'il existe un point d'information qui soit chargé de répondre à toutes les questions raisonnables posées par des Membres intéressés . . . »



Point d'information

L'obligation pour chaque Membre de l'OMC d'avoir un point d'information permet aux Membres d'obtenir facilement des informations sur les exigences des produits sans avoir à identifier et à contacter directement l'agence responsable dans un autre pays

- Le point d'information est le point de contact central pour traiter les demandes d'information
- Le point d'information est chargé d'obtenir les réponses des organismes nationaux concernés et de répondre au membre de l'OMC qui en fait la demande



Responsabilités du point d'information SPS

- Répondre à toutes les questions raisonnables liées aux exigences en matière de SPS pour les produits vendus au Côte d'Ivoire
- Fournir les documents pertinents concernant :
 - les règlements sanitaires ou phytosanitaires
 - les procédures de contrôle et d'inspection, le traitement de production et de quarantaine, la tolérance aux pesticides et les procédures d'approbation des additifs alimentaires
 - les procédures d'évaluation des risques, y compris la détermination du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire
 - l'appartenance à des organismes et systèmes sanitaires et phytosanitaires internationaux et régionaux
 - l'adhésion et la participation à des accords et arrangements bilatéraux et multilatéraux dans le cadre de l'Accord SPS



Responsabilités du point d'information OTC

Répondre aux demandes de renseignements concernant les normes, les règlements techniques, et les procédures d'évaluation de la conformité

Fournir les documents référencés dans les notifications

Fournir des informations sur l'adhésion aux normes internationales et régionales et aux organismes d'évaluation de la conformité

Fournir des informations sur les accords bilatéraux et multilatéraux



L'Autorité de notification ou le Point d'information doit également :

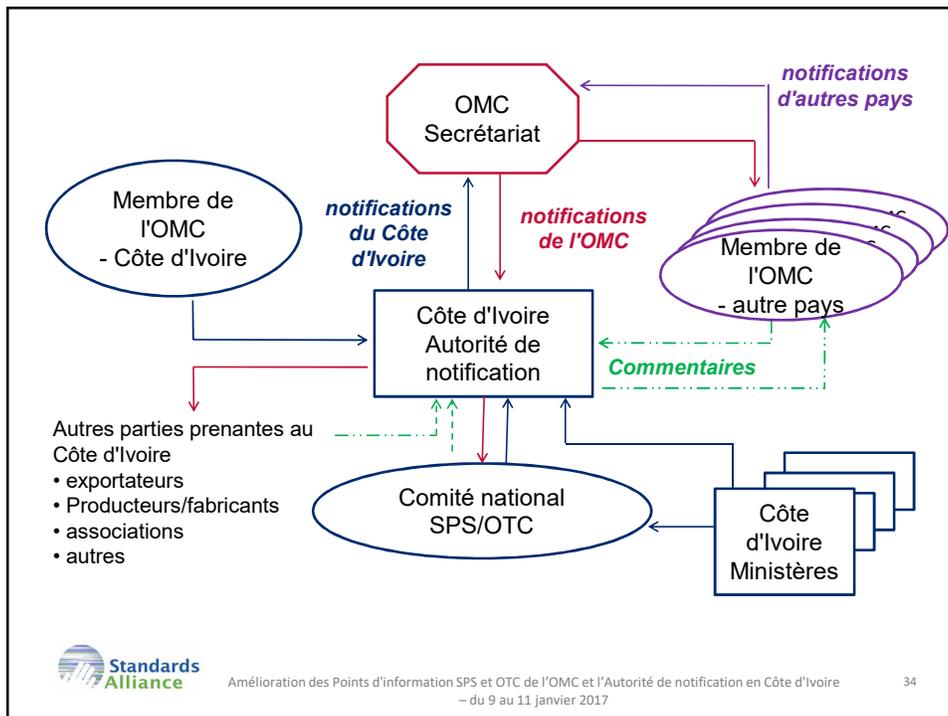
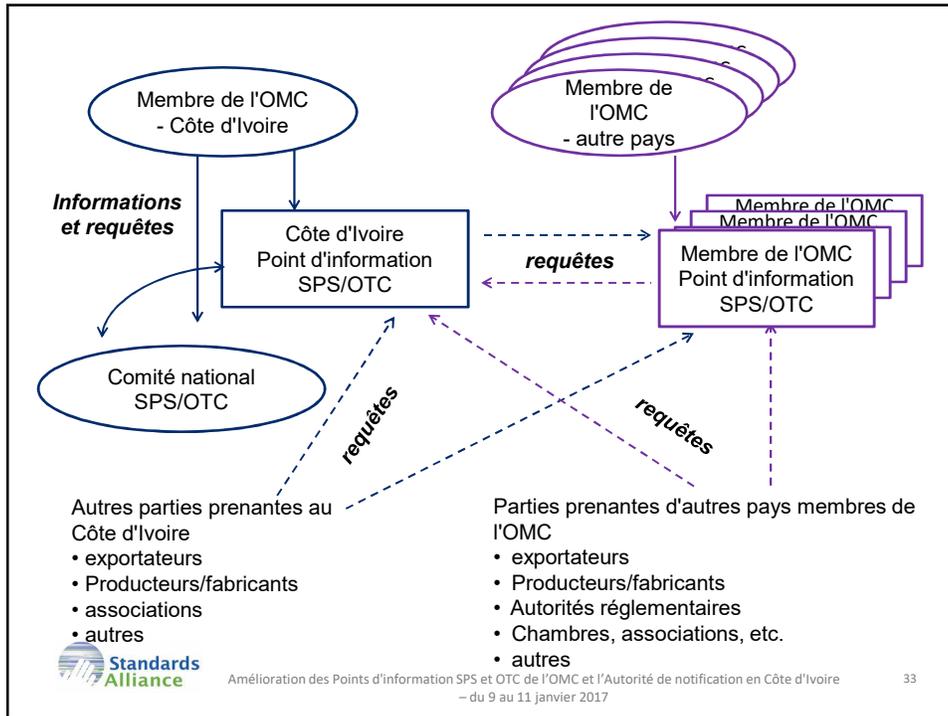
- Recueillir les notifications reçues d'autres membres de l'OMC et les distribuer aux :
 - exportateurs
 - organismes gouvernementaux
 - autres parties prenantes
- Coordonner les commentaires sur les notifications des parties prenantes
- Envoyer des commentaires



Coordonner les activités entre les PI et l'AN

- Établir des procédures écrites pour coordonner les activités entre les Points d'information et l'Autorité de notification SPS et OTC
 - les Points d'information sont au courant des notifications émises par le Côte d'Ivoire
 - des copies du texte intégral des documents relatifs aux notifications sont à la disposition des Points d'information





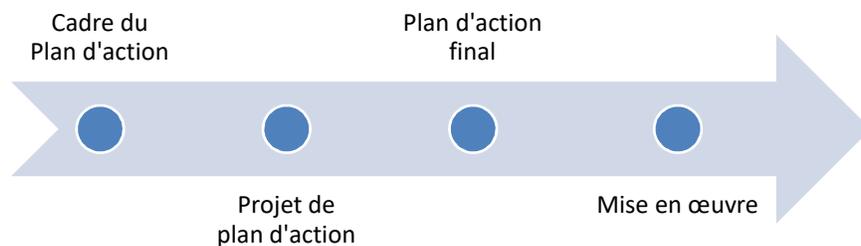
Plans d'action visant à améliorer les points d'information et l'autorité de notification SPS et OTC de l'OMC en Côte d'Ivoire



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

35

Vue d'ensemble des plans d'action - Processus



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

36

Vue d'ensemble du plan d'action

- 3 principales tâches + sous-tâches
- Objectif : améliorer l'efficacité du Point d'information et de l'Autorité de notification

Tâche n°1 : Amélioration du Point d'information et de l'Autorité de notification

Dotation en personnel et renforcement des capacités

- Examen de la dotation en personnel
- Débat de renforcement des capacités
 - De quelle formation a bénéficié le personnel du PI et de de AN ?
 - ateliers, séminaires, etc.
 - Formation OMC en ligne
 - participation aux réunions SPS/OTC de l'OMC
 - Quelle formation est nécessaire ?

Modalités de fonctionnement

Élaborer des procédures d'exploitation des points d'information et de l'Autorité de notification



Modalités de fonctionnement

- Répondre aux demandes
- Acquérir les documents de référence
- Conserver les documents de référence
- Tenir les dossiers
- Élaborer les rapports
- Maintenir les bases de données
- Maintenir le site internet
- Émettre les notifications
- Traiter les notifications des membres de l'OMC
- Traitement des commentaires
- Collaboration entre le Point d'information et l'Autorité de notification



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

41

Documents de référence

- Examiner les documents de référence utilisés par les points d'information SPS, OTC et l'autorité de notification
- Identifier les sources d'approvisionnement ou d'acquisition des documents de référence



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

42

Système de notification électronique

- Les notifications SPS et OTC émises par les membres de l'OMC contiennent des informations utiles et sensibles au temps qui devraient être distribuées le plus largement possible aux parties prenantes d'une manière efficace
- Le Système de notification électronique (SNE) est un service électronique basé sur Internet pour la diffusion de ces informations



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

43

SNE

- Offre aux abonnés la possibilité d'accéder, d'examiner et de commenter les projets de mesures réglementaires proposés par les membres de l'OMC avant leur finalisation.
- Aide les exportateurs à être informés de l'évolution des exigences techniques qui pourraient affecter leurs produits
- Fournit aux autorités de réglementation des informations sur les mesures techniques proposées par leurs homologues dans d'autres pays



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

44

Exemples de SNE

- Plusieurs Membres de l'OMC ont développé de tels services, notamment
 - le Brésil
 - l'Union européenne
 - le Côte d'Ivoire
 - les États-Unis



NotifyUS

- Service de courriel gratuit en ligne pour les parties prenantes américaines
- Possibilité d'examiner et de commenter les projets de règlements techniques étrangers pouvant affecter les entreprises américaines et leur accès aux marchés internationaux
- Les abonnés reçoivent par courrier électronique des notifications de projets ou modifications aux règlements techniques nationaux et étrangers
 - dans le courrier électronique se trouve un lien vers le site Internet de notification des États-Unis pour plus d'informations et pour commander des textes complets du règlement pour examen et commentaire
- Exploité par le Point d'information OTC de l'Institut national des normes et de la technologie (INNT) du Département du commerce des États-Unis



Système de suivi des règlements agricoles (STAR)

- Permet aux utilisateurs de surveiller et d'évaluer les notifications sur les SPS et les OTC
- Fournit des éléments pouvant être incorporés dans les commentaires officiels du gouvernements des États-Unis
- Permet aux entreprises des États-Unis d'être informées de l'évolution de la réglementation mondiale qui pourrait avoir une incidence sur leurs exportations
- Exploité par le Service agricole étranger du Département de l'agriculture des États-Unis



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

47

NotifyKenya TBT

- Système de notification électronique du Bureau des normes du Côte d'Ivoire (KEBS)
- Lancé en juillet 2014
- Développé avec l'aide du Centre de l'USAID pour l'Afrique de l'Est et le soutien de Standards Alliance



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

48

Développements SNE de l'OMC

- Ces dernières années, d'autres pays ont exprimé leur intérêt pour le développement de leur propre SNE
- Discussions au sein du Comité OTC d'un système universel utilisable par tous les Membres de l'OMC
- Dans son rapport du septième examen triennal, il a été demandé au Secrétariat de l'OMC « d'étudier l'élaboration d'un système d'alerte à l'exportation pour les notifications OTC, en collaboration avec d'autres organisations » et de faire rapport au Comité OTC à sa huitième réunion extraordinaire sur les procédures d'échange d'informations (Novembre 2016)



ePing

- Lancé le 8 novembre 2016
 - Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA)
 - Organisation mondiale du commerce (OMC)
 - Centre du commerce international (CCI)
- Le nouveau système donne accès aux notifications SPS et OTC
- www.epingalert.org



Caractéristiques de ePing

- Outil convivial
- Les notifications SPS et OTC
- Portée mondiale
- Alertes courriel quotidiennes / hebdomadaires
- Précise les domaines d'intérêt (produits et marchés de destination)
- Table de recherche rapide et facile à utiliser
- Créer des filtres de recherche
- Exporter les résultats de la recherche
- Ajouter / lire des informations connexes
- Définir et classer les favoris et recevoir des courriels de rappel
- Discuter / poser des questions

Tâche n°2 : Communication avec les parties prenantes

Comités consultatifs nationaux

- Examiner la composition du Comité national SPS de la Côte d'Ivoire
- Comité national OTC de la Côte d'Ivoire?
- Termes de Référence ?
- Officiellement créé ?
- Besoins en renforcement des capacités

Tâche n°3 : Promotion

Promotion

- Site internet
- Média sociaux
- Brochure
- Événements
- Publicité
- Autres promotions
- Partenaires



Site internet

- Le site Internet est une ressource essentielle pour promouvoir les produits et services du Point d'information
- Le garder à jour
 - Ajouter souvent de nouveaux éléments pour encourager les « visites » répétées
- Les sites Internet du Point d'information devraient inclure
 - une description de l'OMC et des accords SPS/OTC
 - les responsabilités du Point d'information
 - les produits et services du Point d'information
 - les exigences de notification des accords SPS/OTC
 - la base de données des notifications
 - le texte des accords SPS/OTC



Média sociaux

- LinkedIn 
- Twitter 
- Facebook 
- YouTube 
- Autre ?

Brochures et dépliants

- Outil de promotion de base
- Message général vs spécifique
- Éléments essentiels
 - Qui ?
 - Quoi ?
 - Quand ?
 - Où ?
 - Comment ?
- Distribution
 - aux événements
 - Insérer dans la messagerie
- Les maintenir à jour !
- Pour le contenu recommandé pour la brochure du Point d'information, voir l'annexe 5, G/TBT/1/Rev.12, 8 janvier 2015

Événements

- Conférences, salons, expositions, séminaires, etc.
- Pour déterminer si la participation à un événement particulier vaut la peine, évaluer
 - le public attendu
 - les types de participants
 - l'implication / la connaissance / l'utilisation des normes
 - le lieu
 - la durée
 - le coût de participation

Publicité

- Publicité générale ou publicité directe à un public spécifique
- Doit transmettre un message clair
- Peut être très efficace, mais coûteux
- Enseignes, affiches
- Publicités dans les journaux, magazines
- Publicités de télévision, radio
- Dans vos propres publications
 - les catalogues
 - les revues
 - etc.

Autres initiatives de promotion

- Les communiqué de presse
- Les articles
- Intervenant
 - Exposés lors de conférences, réunions, etc.
- Événements de promotion du point d'information



Partenaires

- S'associer à d'autres organisations pour des initiatives marketing spécifiques, ex
 - la Chambre de commerce
 - les associations commerciales
 - l'association des exportateurs
 - les organismes gouvernementaux



Qu'est-ce qu'il faut à la Côte d'Ivoire pour se conformer aux exigences de transparence relativement aux accords SPS et OTC?

- Sensibilisation sur les obligations
- Adhésion de l'ensemble des acteurs et à tous les niveaux
- Evaluer le système d'élaboration des règlements techniques à la Côte d'Ivoire et procéder au changement du processus en cas de besoin
- Assurer un bon système de communication entre les autorités de régulation et les Points d'Information et l'Autorité de Notification
- Et autres?



Formation sur site

- Focalisation à déterminer en fonction de la discussion des besoins de la veille
- Peut inclure
 - Répondre aux demandes
 - les outils et ressources
 - trouver des informations sur le site Internet de l'OMC et d'autres ressources en ligne
 - la gestion du point d'information
 - les notifications
 - Et autres?

Formation sur site



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

65

Besoins de formation identifiés le jour 1

- Accord SPS
- Processus de notification
- Comité national SPS - Étude de cas
- Bonnes Pratiques Réglementaires (BPR)
- Accord OTC
- Répondre aux demandes
- Les outils et ressources
- La gestion du Point d'information et l'Autorité de notification
- Procédures



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

66

Accord SPS



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

67

Some Key Provisions of the SPS Agreement

- Right to take SPS measures for the protection of human, animal or plant life or health
- Scientific justification
- Harmonization
- Risk assessment
- Least trade-restrictiveness
- Equivalence
- Transparency



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

68

SPS Agreement - Scientific Justification

Article 2.2

- Members shall ensure that any SPS measure is:
 - based on scientific principles
 - applied only to the extent necessary to protect human, animal or plant life or health (least trade restrictive)
 - not maintained without sufficient scientific evidence
 - except as provided for in Article 5.7 (when relevant scientific evidence is insufficient, a Member may provisionally adopt SPS measures)



SPS Agreement - Harmonization

Article 3

- Commission du Codex Alimentarius
 - sécurité alimentaire
- Office international des épizooties (OIE)
 - santé animale et zoonoses
- Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)
 - santé des plantes



SPS Agreement

- Risk Assessment

Article 5.1

- SPS measures are based on an assessment of the risks to human, animal or plant life or health, taking into account risk assessment techniques developed by the relevant international organizations



SPS Agreement

- Least trade restrictive

Article 5.6

- Once the need for an SPS measure is determined and the level of protection needed is determined
 - must select least-trade restrictive measure (technically and economically feasible) to achieve level of health protection



SPS Agreement - Equivalence

Article 4

- If the exporting country objectively demonstrates that its measures achieve the appropriate level of sanitary or phytosanitary protection of the importing country, the importing country shall accept the SPS measures of the exporting country as equivalent



SPS Agreement - Transparency

Article 7 & Annex B

- Requirement to establish an Enquiry Point and designate a Notification Authority
- Notify other Members of new or changed SPS regulations when no international standard exists OR the new regulation is different than the international standard and the regulation may have significant effect on trade



Trade Concerns: What can you do?

- Comment on notification
- Request explanation of measure
- Request consultations
- Raise issue at SPS Committee
- Dispute settlement provisions
 - see *Problèmes Commerciaux Spécifiques*, G/SPS/GEN/204/Rev.16, 23 février 2016
 - See [disputes](#) by agreement



Some Typical Types of Concerns

- Not in line with international standards
- More trade restrictive than necessary
- Discriminatory
- Rationale
- Delay in notifying or not notifying
- Failure to reply to comments

Most trade concerns raised are dealt with bilaterally



Processus de notification



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

77

Procédures de notification

- Que notifier ?
- Quand notifier ?
- Comment notifier



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

78

Que notifier ?

- Si une norme internationale pertinente n'existe pas

OU

- Si le contenu technique d'un projet de règlement technique (OTC) / de la réglementation sanitaire ou phytosanitaire (SPS) n'est pas conforme aux normes internationales

ET

- Si la mesure peut avoir un effet significatif sur le commerce international

OTC Article 2.9 / SPS Annexe B, Article 5



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

79

Accord SPS

– Qu'est-ce qu'une norme internationale ?

- En matière de sécurité alimentaire
 - Commission du Codex Alimentarius
- En matière de santé animale et de zoonoses
 - Office international des épizooties (OIE)
- En matière de santé des plantes
 - Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)

- Accord SPS, Annexe A



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

80

Accord OTC

– Qu'est-ce qu'une norme internationale ?

- Non défini dans l'Accord OTC
- *Décision du comité sur les principes devant régir l'élaboration de normes, guides et recommandations internationaux en rapport avec les articles 2 et 5 et l'Annexe 3 de l'Accord OTC (Annexe 4 du document G/TBT/9)*
 - 6 principes pour l'élaboration de normes internationales
 - la transparence
 - l'ouverture
 - l'impartialité et le consensus
 - l'efficacité et la pertinence
 - la cohérence
 - la dimension du développement



Effet notoire sur le commerce ?

- Déterminer si le règlement proposé est « important pour le commerce » en tenant compte
 - de la valeur des importations
 - de la croissance potentielle des importations
 - des difficultés pour les exportateurs d'autres pays de se conformer aux exigences proposées
- Comprend à la fois des effets d'amélioration des importations et des effets de réduction des importations
- Si l'on ignore si une mesure proposée aura une incidence sur le commerce international
 - La notification est recommandée dans un esprit de transparence



Accord SPS - Que notifier ?

Mesures SPS - définie comme toute mesure appliquée pour:

protéger la vie des personnes et des animaux des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires

protéger la santé des personnes véhiculées par des végétaux ou des animaux

protéger la vie des animaux ou préserver les végétaux des parasites, maladies ou organismes pathogènes

empêcher ou limiter, dans un pays, d'autres dommages découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
- du 9 au 11 janvier 2017

- Accord SPS, Annexe A

83

Les mesures SPS comprennent tous les décrets, lois, règlements, exigences et procédures applicables, notamment :

- les critères relatifs au produit final
- les procédés et méthodes de production
- les procédures d'essai, d'inspection, de certification et d'approbation
- les traitements de quarantaine
- les méthodes statistiques pertinentes, les procédures d'échantillonnage et les méthodes d'évaluation des risques
- les exigences d'emballage et d'étiquetage directement liées à la sécurité alimentaire



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
- du 9 au 11 janvier 2017

84

Accord OTC - Que notifier ?

4 types de notifications OTC :

1. Déclaration de la mise en œuvre et de l'application de l'Accord OTC (Article 15.2) – une fois
2. Règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité
3. Accords bilatéraux et multilatéraux (Article 10.7)
4. Adhésion ou retrait du Code de bonnes pratiques et existence de programmes de travail (Annexe 3)



Quand notifier ?

« Ces notifications seront faites sans tarder, lorsque des modifications pourront encore être apportées et que les observations pourront encore être prises en compte »

OTC Article 2.9.2 / SPS Annexe B, Article 5(b)



Notification urgente

- Lorsque des problèmes de sécurité, de santé, de protection de l'environnement ou de sécurité nationale se posent ou menacent de se poser
- Dès l'adoption
 - Notifier immédiatement de la mesure
 - Préciser les produits couverts, l'objectif et la justification, ainsi que la nature du problème urgent



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

87

Comment notifier ?

- Examiner les publications législatives appropriées
- Déterminer si les règlements proposés ou adoptés ou les exigences en matière d'évaluation de la conformité doivent être notifiés
- Soumettre une notification au Secrétariat de l'OMC en utilisant l'une des méthodes suivantes :
 - en ligne en utilisant le Système de présentation en ligne des notifications OTC (TBT NSS) ou du Système de présentation des notifications SPS (SPS NSS)
 - par courriel à l'OMC en utilisant le formulaire approprié



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

88

Formats de notifications

- SPS
 - Boîte à outils de la transparence
 - www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/transparency_toolkit_f.htm
- OTC
 - Formulaire
 - www.wto.org/french/tratop_f/tbt_f/tbt_notifications_f.htm
 - G/TBT/W/153, *Procédures de Notification*, 29 janvier 2001
 - G/TBT/35, *Utilisation cohérente des modes de présentation des notifications*, 24 juin 2014



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

89

Comment notifier ?

- L'information doit être aussi complète que possible
- Aucune section ne doit être laissée vide
 - Indiquer « inconnue » ou « pas présentée » si nécessaire
- Notifier dans au moins une des langues officielles de l'OMC (anglais, français ou espagnol)
- Conserver des copies de tous les documents !



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

90

Documents de référence

- Il vaut mieux inclure un document justificatif dans la transmission à l'OMC
 - L'OMC chargera le document et inclura un lien vers celui-ci
 - Permet d'atténuer la nécessité d'envoyer des documents après la publication des notifications
 - Les Membres de l'OMC peuvent télécharger le texte intégral des notifications présentant un intérêt pour leurs parties prenantes



Envoi de notifications en ligne

- Seule l'autorité de notification peut soumettre des notifications en utilisant les systèmes de notification en ligne de l'OMC
 - l'accès peut être donné aux autorités réglementaires pour remplir les notifications
- Demander l'accès en envoyant un courriel à :
 - tbtnss@wto.org / spscommittee@wto.org



Notifications supplémentaires

- **Addendum** fournit des informations supplémentaires ou des modifications à une notification originale
 - Il est bon d'indiquer dans l'addendum si le règlement final a été substantiellement modifié par rapport à la proposition notifiée
- **Corrigendum** corrige une erreur dans une notification originale
- **Révision** remplace une notification existante
- L'addendum ou le rectificatif doit être lu conjointement avec la notification initiale
- Les addenda, les rectificatifs et les révisions aux notifications portent le même symbole et le même numéro de document que l'original, suivis de Add., Corr. ou Rev.



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

93

OTC et SPS ?

« Lorsqu'une réglementation comprend à la fois des mesures SPS et des mesures OTC, il conviendrait de la notifier à la fois au titre l'Accord SPS et de l'Accord OTC, en indiquant de préférence quels éléments relèvent de l'Accord SPS (par exemple une mesure relative à l'innocuité des produits alimentaires) et quels éléments relèvent de l'Accord OTC (par exemple des prescriptions en matière de qualité ou de composition). »



- G/SPS/7/Rev/3, 20 juin 2008, *Procédures recommandées pour l'exécution des obligations résultant de l'accord SPS en matière de transparence (Article 7) au 1er décembre 2008*



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

94

Exemple : Fruit



Règlement relatif au traitement des fruits importés pour prévenir la propagation des parasites

→ SPS

Règlement relatif à la qualité, au classement et à l'étiquetage des fruits

→ OTC

Exemple : Bouteilles d'eau



Exigence que les matériaux qui peuvent être utilisés pour les bouteilles sont sans danger pour la santé humaine

→ SPS

Tailles permises des bouteilles pour assurer des volumes standard

→ OTC

Notifications

How to measure the
success of the WTO
TBT and SPS
notification process?



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

97

Notifications

23,404

=

the number of WTO TBT notifications
issued in the first 20 years



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

98

Example - Requirements Changed

- G/TBT/N/BRA/339
 - Brazil notification concerning conformity assessment procedures for toys
 - imported toys would be subject to 2 sets of tests, while domestic toys would only be tested 1 time
 - China, EU, Thailand, and USA raised concerns
 - Brazil amended the requirements to allow 1 test for imported toys



Example - Proposed Measure Withdrawn

- G/TBT/N/COL/120
 - Colombia notification of a draft regulation on alcoholic beverages
 - labelling requirements that were too strict and would have entailed significant costs for exporters
 - concerns from the EU and USA
 - Colombia withdrew the proposal (G/TBT/N/COL/120/Add.1)



Comité national SPS - Étude de cas



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

101

Uganda

- Uganda National TBT/SPS Committee was established in 2004 to provide a coordination mechanism on TBT and SPS matters at the national level
- Meets 3/year
- Executive Director of the Uganda National Bureau of Standards (UNBS) is the chair of the National TBT/SPS Committee
- Private Sector Foundation Uganda is the Vice Chair
- UNBS is the Secretariat



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

102

Uganda - Objectives of the National TBT/SPS Committee

- To provide a forum for consulting and obtaining views of stakeholders in the public and private sectors on TBT and SPS issues
- To be used as a forum for developing country positions for meetings of the TBT and SPS Committees
- To provide a framework for dissemination and obtaining feedback on proposed technical regulations, conformity assessment procedures, and SPS measures notified to the WTO



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

103

Uganda National TBT/SPS Committee - Public Sector Membership

- Ministry of Trade, Industry and Cooperative
- Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries
- Ministry of Foreign Affairs
- Uganda National Bureau of Standards
- Uganda Coffee Development Authority
- Dairy Development Authority
- Uganda Export Promotion Board
- Uganda Investment Authority

cont'd . . .



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

104

Uganda National TBT/SPS Committee - Public Sector Membership (cont'd)

- Ministry of Finance, Planning and Economic Development
- Ministry of Health
- National Water and Sewerage Corporation
- National Environment Management Authority
- Uganda Communications Commission
- National Forestry Authority
- National Information Technology Authority - Uganda
- Ministry of East African Community Affairs



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
- du 9 au 11 janvier 2017

105

Uganda National TBT/SPS Committee - Private Sector Membership

- Uganda Manufacturers Association
- Private Sector Foundation Uganda
- Uganda Coffee Trade Federation
- Uganda Beef Producers Association
- Uganda Flower Exporters Association
- Uganda National Apiculture Development Organization
- Uganda National Farmers Federation
- Uganda Fish Processors and Exporters Association
- Uganda Fisheries and Fish Conservation Association
- Uganda National Chamber of Commerce and Industry
- Horticulture Exporters Association



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
- du 9 au 11 janvier 2017

106

Uganda - Challenges

- In an October 2014 report, challenges of the TBT Enquiry Point, Notification Authority, and Uganda National TBT/SPS Committee included:
 - Inadequate financial and technical resources, impacting the operations of the National TBT/SPS Committee
 - Lack of legal status of the National TBT/SPS Committee
 - Insufficient awareness and preparedness by various stakeholders, especially private sector, to effectively tackle TBT challenges
 - Poor coordination between the focal points in the relevant ministries, departments, and agencies, affecting TBT EP operations
 - Weak coordination between the NA and EP
 - No effective mechanism for disseminating TBT-related information to stakeholders



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

107

Bonnes Pratiques Réglementaires (BPR)



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

108

Bonnes Pratiques Réglementaires (BPR)

- BPR peut contribuer à la mise en œuvre effective des Accords SPS et OTC
 - éviter les obstacles inutiles au commerce dans la préparation, l'adoption et l'application des règlements
- Les organismes de réglementation devraient utiliser des approches différentes pour atteindre des objectifs légitimes, en tenant compte des options les moins restrictives pour le commerce qui leur sont offertes



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

109

Bonnes Pratiques Réglementaires

- *G/TBT/1/Rev.12, Décisions Et Recommandations Adoptées Par Le Comité Des Obstacles Techniques Au Commerce De L'OMC Depuis Le 1er Janvier 1995*



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

110

« 1.1. . . . Institutionnaliser les mécanismes employés pour les bonnes pratiques réglementaires, y compris au moyen de lois, de règlements, de procédures et de directives, ainsi que par la création et la désignation d'organismes chargés au sein des gouvernements des Membres de superviser le processus de réglementation, est considéré comme un moyen de donner effet aux bonnes pratiques réglementaires. Il est important d'assurer une coordination interne effective des politiques, y compris entre les organismes de réglementation, les organismes à activité normative et les responsables de la politique commerciale qui mettent en œuvre l'Accord OTC. . . . »



What is Good Regulatory Practice (GRP)?

- Internationally recognized processes and procedures that can be used to improve the quality and cost-effectiveness of domestic regulations
- GRPs include administrative procedures that govern intragovernmental coordination of:
 - regulatory activity
 - impact assessment
 - regulatory transparency
 - participation
 - accountability



2012 Recommendation of the Council of the OECD on Regulatory Policy and Governance

- Sets out 12 recommendations
- Examples:
 - Whole of government approach (#1)
 - Open government, including transparency and public participation (#2)
 - Integrate regulatory impact analysis as early as possible (#4)
- See OECD [website](#)



Elements of GRP

3 areas are the basis of the “better regulation” agenda successfully applied in countries with different economic strategies, legal systems, and administrative cultures:

- Internal coordination of rulemaking activity, particularly the ability to manage regulatory reform and coordinate with trade and competition officials
- Regulatory impact assessment (RIA), particularly the capacity to ensure that better policy options are chosen by establishing a systematic and consistent framework for assessing the potential impacts of government action, including impacts on trade
- Public consultation mechanisms to improve transparency that allow wide access, including the quality of consultation mechanisms



Internal Coordination of Regulatory Activity

- Government bodies engaged in regulation are diverse: health, economic, public services
- Internal coordination across agencies is critical
- OECD recommendation: whole of government approach to ensure that the economic, social, and environmental benefits justify the costs



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

115

Regulatory Impact Assessment

- Contributes to more informed policy decisions and promotes economic efficiency by calculating costs and benefits and regulating only where necessary
 - comprehensive approach
 - rigor of analysis
 - accountability



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

116

Public Consultation and Transparency

- Transparency and accountability help address concerns about undue influence and allows all interested parties to be heard
 - accountability
 - engagement and buy-in
 - efficiency



Accord OTC



TBT Principles

- Avoidance of unnecessary obstacles to trade
- Non-discrimination and national treatment
- Harmonization
- Equivalence of technical regulations
- Mutual recognition of conformity assessment procedures
- Transparency



Overview of the TBT Agreement

- Recognizes countries' rights to use the technical regulations they consider appropriate
- Encourages countries to use international standards where appropriate



Overview of the TBT Agreement

- WTO Members are required to establish a Notification Authority to notify the development of new technical regulations and amendments to existing regulations
- WTO Members are required to establish a national Enquiry Point to make information available about technical regulations, standards, and conformity assessment procedures
- Encourages countries to recognize each other's testing procedures



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

121

Overview of the TBT Agreement

- Includes provisions describing how local government and non-governmental bodies should apply their own requirements
- Procedures used to decide whether a product conforms with national standards have to be fair and equitable
- Discourages any methods that would give domestically produced goods an unfair advantage



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

122

Annexes to the TBT Agreement

- Annex 1
 - *Terms and Definitions*
- Annex 2
 - *Technical Expert Groups*
- Annex 3
 - *Code of Good Practice for the Preparation, Adoption, and Application of Standards*



Code of Good Practice for the Preparation, Adoption, and Application of Standards

- Suggests rules for the preparation, adoption, and application of standards by central and local governments, non-governmental bodies, and regional standardizing bodies that issue technical regulations



Code of Good Practice for the Preparation, Adoption, and Application of Standards

- Use international standards
- Ensure non-discrimination towards imported products
- Participate in international standards activities whenever possible
- Ensure that standards do not create unnecessary barriers to international trade
- Publish work programs every 6 months
- Allow for submission of comments on draft standards and take those comments into account



Responding to Enquiries



TBT Enquiry Point Responsibilities

- The primary function of the TBT Enquiry Point is to respond to requests from other WTO members about:
 - standards
 - technical regulations
 - conformity assessment requirements
 - membership in international and regional organizations
 - bilateral and multilateral agreements in which your country participates
- Also, respond to enquiries from your own stakeholders



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

127

SPS Enquiry Point Responsibilities

- Answer all reasonable questions related to SPS requirements for products sold in Ghana
- Provide relevant documents regarding:
 - sanitary or phytosanitary regulations
 - control and inspection procedures, production and quarantine treatment, pesticide tolerance, and food additive approval procedures
 - risk assessment procedures, including determination of the appropriate level of sanitary or phytosanitary protection
 - membership in international and regional sanitary and phytosanitary organizations and systems
 - membership and participation in bilateral and multilateral agreements and arrangements within the scope of the SPS Agreement



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

128

Resources for Responding to Requests for Information

- Standards, catalogs, and databases
- Standards developing organizations
- Regulations
- Government agencies
- WTO TBT Enquiry Points
- Industry
- Professional and trade associations
- Engineering, manufacturing, and research organizations
- Staff expertise



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

129

Online Resources for the Enquiry Point

- There are a variety of online resources and databases available, many at no cost
- Recommend using more than one resource to verify information, especially when looking for lists of standards, as none of the resources has everything
- See examples . . .



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

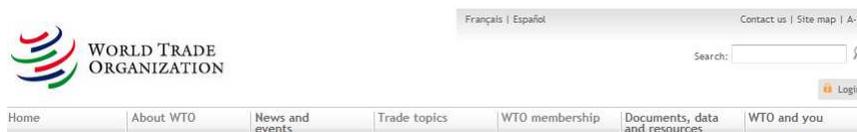
130

Standards Databases

- Standards developers' websites
- American National Standards Institute (ANSI)
- [Webstore](#)
- Commercial distributors, such as
 - Document Center – www.document-center.com
 - IHS Markit Standards Store – www.global.ihs.com
 - SAI Global - www.ili-info.com
 - Techstreet - www.techstreet.com
- NIST [links to resources](#)



Resources on the WTO Website



- Links from the home page
- Online document search
 - link from
www.wto.org/english/docs_e/docs_e.htm



WTO SPS IMS

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Système de gestion des renseignements SPS

Portail SPS | Aide | Nous contacter | Se déconnecter | Anglais | Espagnol | Français

Accueil

Création

- Notification
- Problèmes commerciaux spécifiques (PCS)
- Autres documents SPS

Recherche

- Notifications
- Notifications ordinaires
- Notifications de mesures d'urgence
- Addenda/Corrigenda
- Suppléments de traduction
- Reconnaissance de l'équivalence
- Problèmes commerciaux spécifiques
- Membres concernés par les PCS
- Autres documents SPS
- Points d'information/Autorités chargées des notifications
- Rapport
- Rapport personnalisé
- Rapports prédéfinis
- Rapport PCS
- Liste des autorités chargées des notifications
- Liste des points d'information
- Membres de l'OMC et des DIN
- Tableau sur la transparence
- Résumé des notifications

Bienvenue

Le système de gestion des renseignements SPS (SPS IMS) permet d'accéder à des renseignements et documents en rapport avec l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (l'Accord SPS). Pour en savoir plus sur l'Accord SPS, [cliquez ici](#).

Le système SPS IMS permet aux utilisateurs de rechercher et d'obtenir des renseignements sur les mesures SPS que les gouvernements Membres ont notifiées à l'OMC, sur les problèmes commerciaux spécifiques soulevés au Comité SPS, sur les documents concernant des questions SPS distribués à l'OMC, sur les points d'information et autorités responsables des notifications de gouvernements Membres (C1202 sur les Membres de l'OMC, au Codes, de la CIPV et de l'ODE).

La structure du système permettant de rechercher les notifications est très proche des types actuels de notification et de leurs modèles de présentation. Pour en savoir plus sur les procédures de notification et les modèles de présentation convenus par le Comité SPS, [cliquez ici](#).

Cliquez sur la fonction souhaitée dans la barre de menu à gauche. Vous souhaitez peut-être effectuer une "recherche", établir un "rapport personnalisé" ou voir un des "rapports prédéfinis". Une recherche simple offre d'un rapport personnalisé dans la mesure où ce dernier permet de déterminer les champs que vous souhaitez voir s'afficher dans les résultats de votre recherche. Vous pouvez saisir un ou plusieurs critères pour affiner votre recherche ou vous pouvez parcourir tous les documents sans spécifier aucun critère avant de cliquer sur le bouton "Recherche". Pour les recherches en texte libre, utilisez les guillemets dans le champ "Rechercher" figurant sous "Notifications", par exemple, pour trouver l'expression exacte. Si vous entrez, par exemple, l'expression "grippe aviaire", vous ne trouverez que les documents qui contiennent ces deux mots. Vous pouvez exporter tous les résultats des recherches et tous ceux qui figurent sur les rapports personnalisés vers un document en format Excel. Les rapports prédéfinis, qui constituent des listes de référence distribuées régulièrement par le secrétariat du Comité SPS de l'OMC, sont disponibles en format Word.

Conformément à la note verbale reproduite dans le document WT/L/775, en vertu du Traité de Lisbonne, à compter du 1er décembre 2009, l'Union européenne se substitue et succède à la Communauté européenne. Pour accéder aux documents relatifs aux Communautés européennes antérieures à décembre 2009, cliquez sur l'option "Union européenne" dans les listes déroulantes.

Pour en savoir plus sur l'utilisation du système, cliquez sur [Aide](#).

<http://spsims.wto.org>

Standards Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire – du 9 au 11 janvier 2017

133

WTO TBT IMS

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Système de gestion des renseignements OTC

Portail TBT | Aide | Nous contacter | Se déconnecter | Anglais | Espagnol | Français

Accueil

Recherche

- Notifications OTC ordinaires
- Autres notifications OTC
- Point(s) d'information national(aux)
- Préoccupations commerciales spécifiques

Rapports de données

- Rapport personnalisé
- Rapports prédéfinis

Le système de gestion des renseignements OTC (TBT IMS) est une base de données accessible au public qui contient des renseignements relatifs à la transparence fournis par les Membres de l'OMC au sujet des règlements techniques, des procédures d'évaluation de la conformité et des normes. Le TBT IMS vise à renforcer la mise en œuvre des dispositions relatives à la transparence de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Le système permet d'accéder aux documents suivants: notifications de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité des Membres de l'OMC (y compris révisions, addenda, corrigenda et suppléments ultérieurs); notifications d'accords bilatéraux ou plurilatéraux conclus entre Membres au sujet de mesures OTC; notifications émanant d'organismes à activité normative en lien avec le Code de pratique; coordonnées des points d'information et des autorités responsables des notifications des Membres dans le domaine des OTC; et renseignements sur les préoccupations commerciales spécifiques soulevées au Comité OTC. Ces renseignements sont disponibles dans les trois langues officielles de l'OMC, c'est à dire en anglais, en espagnol et en français (utiliser les liens plus haut pour changer de langue).

Sélectionner une fonction dans le menu de gauche

Transparency Counter

Notifications ordinaires	22306
Addenda/Corrigenda	4985
Révision	315
Préoccupations commerciales spécifiques (PCS)	520

<http://tbtims.wto.org>

Standards Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire – du 9 au 11 janvier 2017

134

La gestion du Point d'information et l'Autorité de notification



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

135

Management Responsibilities

- Planning
- Budgeting
- **Record-keeping**
- **Reporting**
- Developing marketing materials
- Establishing and maintaining communication with other organizations
- **Staffing**
- **Procedures**



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

136

Record-Keeping

- Important to develop a system to record enquiries received by the Enquiry Point
- facilitates reporting to management
- justify additional resources, staff, equipment
- identify trends
 - types (related to standards/technical regulations/conformity assessment procedures; international standards; foreign technical requirements)
 - source (country; business/government)
 - record of clients and contact information
 - can be used for promotion, news, events, etc.



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

137

Record-Keeping

- Monitor the type and volume of requests
- Enables you to establish who your users are and what they need



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

138

Enquiry Point Record-Keeping / Database Elements

- Name of enquirer
- Contact information
- Summary of request
- How the request was handled
- Who handled the request
- Type of enquirer
 - company
 - government
 - academia (researcher, student)
 - other (consumer, NGO)
- Type of request
 - standard
 - technical regulation
 - conformity assessment
 - other (referral not related to Enquiry Point information)
- Country of enquirer
- Country of information requested



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

139

Example of Enquiry Point Records

Date Received	Information Requested	Date Acknowledged	Response Handled By	Status	Notes
7 Jan 2017	Côte d'Ivoire standard - cement	n/a	NK	completed 7 Jan 2017	advised standard no. and price
16 Dec 2016	exporting garments to Australia	16 Dec 2016	LS	completed 18 Dec 2016	waiting for response from TBT EP in Australia; response received
11 Dec 2016	Côte d'Ivoire requirements for safety of fresh fruits	11 Dec 2016	BP	completed 11 Dec 2016	referred to SPS EP
23 Nov 2016	certification of consumer products in USA	23 Nov 2016	NK		waiting for response from USA TBT EP



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

140

Example (cont'd)

Client Name	Client Contact	Type of Client	Type of Enquiry	Country of Client	Enquiry is About
Mr. Jones	123 Main Street Abidjan tel: 225 21 234 567 rjones@firm.com	company	standards	Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Ms. Green	99 First Avenue Beira tel: 225 1 246 888 green@ent.com	company	standards regulations conformity assessment	Côte d'Ivoire	Australia
Mrs. Wong	246 Long Road Beijing, China tel: 555 1212 twong@bus.cn	company	regulation	China	Côte d'Ivoire
Mr. Smith	MTC tel: 225 21 123 456 dsmith@mtc.ci	government	conformity assessment	Côte d'Ivoire	USA



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

141

Record-Keeping Elements Related to Notifications

NA

- Notifications sent to the WTO by Côte d'Ivoire
- Text of regulations and conformity assessment procedures that are the subject of notifications from Côte d'Ivoire

NA or EP

- Notifications from other WTO members distributed to interested parties in Côte d'Ivoire
- Comments made on notifications from Côte d'Ivoire
- Comments made on notifications from other WTO members
- Communications related to notifications from Côte d'Ivoire and from other WTO members
- Name and contact information - requests for copies of notifications and full texts related to notifications



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

142

Reporting Enquiry Point Activities

- Use the information from the records of enquiries to produce monthly and annual reports of the activities of the Enquiry Point
 - Type of enquiry (e.g. standards, regulations, conformity assessment, general information)
 - Enquiry is about (Côte d'Ivoire requirements, foreign, international, regional)
 - Type of organization (company, government, academia, other Enquiry Point, other)
 - Origin (Côte d'Ivoire, other countries)
 - Method of contact (email, telephone, fax, visit, letter)



NA Reporting

- Keep track of all notifications submitted to the WTO and a copy of all the full text for each notification
- Monthly and annual reports of notifications issued by Côte d'Ivoire
- May also compare to notification activity by all WTO members
 - see SPS IMS and TBT IMS and SPS/TBT Committee annual reviews



Reporting

- Facilitates planning of
 - staff resources
 - acquisition of reference materials
 - equipment requirements
- Used to justify budget/staff increases

[example](#)



Staffing

- Number of staff required is a function of the expected workload and the desired response time
- Minimum is 1 staff member but more than 1 is preferable as a backup
 - may only devote part of their time to Enquiry Point work
 - specialize in certain activities
 - overlap to accommodate absences of staff



Staffing

- Knowledge and experience
- It is almost impossible to hire someone with experience in Enquiry Point/Notification Authority operations!
- Look for people with skills needed
 - they can learn the specifics on the job



Staffing - Skills

- Analytical
- Ability to interact with people
- Good communication
 - in person
 - on the telephone
 - in writing
- Organized
- Computer literate
- Language capabilities (if required)



Staffing - Training



- On the job
- Courses
 - Microsoft Office
 - language
 - other?
- Seminars, workshops, conferences, etc.

Procedures

- Helps to ensure the Enquiry Point/Notification Authority functions in an organized and uniform manner
- Makes it easier to train new staff
- Documenting your procedures helps identify areas for improvement
- Keep procedures up-to-date

Procedures - Structure

1. Purpose

Explain the objective the procedure is intended to achieve

2. Scope

Identify the range of activities applicable to the procedure

3. Responsibility

Identify the personnel, departments, etc. responsible for performing the procedure

4. References

List other related procedures, supporting documentation, and applicable requirements



Procedures – Structure (cont'd)

5. Definitions

Define any words and acronyms used in the document

6. Procedure

*Explain the procedure with clear unambiguous steps.
Identify who performs each step and any technologies or systems that are required to perform these steps.*

7. Attachments

Attach any documents referred to in the procedure, e.g. flowcharts, work instructions, other procedures



Enquiry Point Procedures

- Responding to enquiries
- Acquisition of reference materials
- Storage of reference materials
- Notifications from WTO Members
- Record-keeping
- Reporting
- Website maintenance



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

153

Procedure - Responding to Enquiries

- Describe the steps to be taken by the staff of the TBT Enquiry Point when answering enquiries
- Include format for
 - acknowledgement email
 - email to accompany information requested
 - email to accompany a request for information to a WTO member Enquiry Point
 - referral email



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

154

Procedure - Acquisition of Reference Materials

- Describe how to obtain reference materials used by Enquiry Point staff, including:
 - national standards of Côte d'Ivoire
 - other standards (international, regional, other countries)
 - regulatory measures in effect in Côte d'Ivoire (e.g. laws, regulations, decrees, and decisions)
 - other reference materials used by the staff of the of the Enquiry Point (e.g. standards catalogs, bulletins, directories, handbooks)



Procedure - Acquisition of Reference Materials (cont'd)

- information about memberships in international and regional standards and conformity assessment bodies
- information about bilateral and multilateral agreements that are within the scope of the TBT Agreement



Procedure - Storage of Reference Materials

- Describe how to store the reference materials used by the staff of the Enquiry Point to respond to enquiries
 - filing reference materials in paper format
 - electronic materials

Procedure - Record-Keeping

- Describe the process for recording the enquiries received by the staff of the Enquiry Point
- include the form to be used for recording enquiries

Procedure - Reporting

- Describe the reports to be compiled by the management of the Enquiry Point
 - monthly
 - annual
- Include information about who receives the report

Procedure - Website

- Describe the process for maintaining the content of the Enquiry Point website
 - development of new content
 - updating of existing content

Notification Authority Procedures

- Monitoring regulations
- Issuing notifications
- Handling comments about notifications from other WTO Members
- Handling comments about notifications from Côte d'Ivoire
- Record-keeping



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

161

Procedure – Monitoring Regulations

- Describe how the Notification Authority monitors proposed and final technical regulations and related legal instruments
 - resources used
 - contacts in ministries/departments



Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

162

Procedure - Issuing Notifications

- Describe the process to be used by the Notification Authority when issuing notifications under the TBT Agreement
- Determining what to notify
- Timing of notifications
- Preparing notifications
- Submitting notifications
 - Making an addendum, corrigendum or revision to a notification



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

163

Procedure - Handling Comments

... about notifications from other WTO Members

- Describe how comments from Côte d'Ivoire about TBT notifications issued by other WTO Members are handled by the Notification Authority



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

164

Procedure - Handling Comments

... about notifications from Côte d'Ivoire

- Describe how comments from other WTO Members about notifications issued by Côte d'Ivoire are handled by the Notification Authority
- Requests for extension of the comment period for notifications



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

165

Procedure - Record-Keeping

- Describe the process for recording activities of the Notification Authority, such as:
 - SPS and TBT notifications sent to the WTO by Côte d'Ivoire
 - comments related to notifications from Côte d'Ivoire
 - comments related to notifications from other WTO members



Standards
Alliance

Amélioration des Points d'information SPS et OTC de l'OMC et l'Autorité de notification en Côte d'Ivoire
– du 9 au 11 janvier 2017

166

Procedure - Reporting

- Describe the reports to be compiled by the Notification Authority
 - monthly/quarterly
 - annual
- Include information about who receives the report

Procedures - Resources

- *Manual of Model Procedures and Guidance Notes for the Implementation of the WTO Agreement on Technical Barriers to Trade* (International Trade Centre UNCTAD/WTO, Export Quality Bulletin No.82, April 2007)
- *2002 APEC Handbook on Notification Authorities and National Enquiry Points under the Technical Barriers to Trade and Sanitary and Phytosanitary Agreements of the World Trade Organization*
- *Procedural Step-By-Step Manual for SPS National Notification Authorities & SPS National Enquiry Points* (February 2011)
 - NOTE: Although this relates to SPS, there is good information that can be used by a TBT Notification Authority and Enquiry Point